



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

**Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC)
- 18 avril 2009**

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici ou d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement nos positions. Notre revue de presse n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication du CNC

<http://www.lecnc.com>

cnc@lecnc.com

CFIN-FM, 18 avril 2009 - Bonification du régime d'assurance-emploi : La CSN de Québec et Chaudière-Appalaches demande à Ottawa d'agir

Le Conseil central CSN de Québec et Chaudière-Appalaches exige qu'Ottawa apporte des bonifications importantes à l'actuel régime d'assurance-emploi.

L'organisation syndicale a fait parvenir près de 600 lettres à des leaders politiques, socio-économiques et à des organisations représentant les deux régions afin qu'ils signent une déclaration demandant au gouvernement fédéral d'apporter les modifications réclamées dans les plus brefs délais.

Ces changements sont d'élargir l'accessibilité au droit à des prestations, de hausser celles-ci à 60 pourcent du salaire, d'éliminer le délai de carence et d'assurer une sécurité de revenu pour tous les travailleurs âgés.

Dans un contexte de crise économique où le taux de chômage est à la hausse depuis quelques mois, le Conseil central croit que la bonification du régime constitue la mesure bénéfique la plus urgente pour les gens qui ont perdu leur emploi.

La CSN rappelle qu'avec l'actuel programme d'assurance-emploi, plus de 50 pourcent des travailleurs qui paient des cotisations au régime ne sont pas

admissibles à recevoir des prestations, alors que la caisse de l'assurance-emploi a accumulé des surplus de 57 milliards de dollars au cours des dernières années.

Le Trait d'Union, 17 avril 2009 - Assurance-emploi : Diane Bourgeois dénonce les délais

Aux dires de la députée de Terrebonne-Blainville, Diane Bourgeois, depuis quelques mois, les débordements sont presque devenus la norme à l'assurance-emploi, de sorte que certaines personnes doivent attendre plus de 55 jours pour voir leur dossier traité par les fonctionnaires.

«Cette situation des plus injustes est tout à fait inacceptable. «Sous la pression de l'opposition, plus particulièrement celle du Bloc Québécois, la ministre des Ressources humaines et Développement des compétences, Diane Finley, a annoncé que 60 millions de dollars seront consacrés à l'embauche de nouveaux fonctionnaires qui tenteront de réparer les failles d'un système que les conservateurs et les libéraux ont rendu injuste», souligne Diane Bourgeois.

Selon elle, il va s'écouler encore de nombreuses semaines avant que ces nouvelles embauches corrigent la situation. «J'encourage donc les citoyens qui ont perdu leur emploi à se rendre à notre bureau de circonscription pour que nous puissions leur offrir toute l'aide nécessaire pour accélérer leur demande de prestations d'assurance-emploi. Je les invite également à venir signer une pétition réclamant l'abolition du délai de carence et de la faire circuler dans les différents réseaux», ajoute la députée.

Cette dernière invite même les citoyens à exprimer leur impatience en s'adressant directement à la ministre Finley.

Le Monde ouvrier (FTQ), mars - avril 2009 - Campagne pour une réforme de l'assurance-emploi : L'Ontario se joint au Québec

La Coalition des Sans-Chemise composée de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et du Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC), lance une campagne pour une réforme du programme d'assurance-emploi impliquant tous les décideurs politiques et

économiques du québec.

Sous la coordination du Congrès du travail du Canada (CTC), l'Ontario, qui est durement touchée par les pertes d'emplois, a décidé de se mobiliser et sera aux côtés du Québec pour mener la bataille.

Différents outils, dont un argumentaire, ont été produits et acheminés dans tous les conseils régionaux de la FTQ.

Les actions se feront en concertation entre les différentes centrales syndicales et le CNC. Cette campagne prévoit, notamment, une déclaration commune à faire signer par les décideurs de différents paliers politiques pour exiger une véritable réforme de l'assurance-emploi.

Face à la récession, la FTQ est convaincue que la mesure la plus urgente et bénéfique que le gouvernement fédéral pourrait mettre en oeuvre serait de bonifier le programme actuel d'assurance-emploi.

Rappelons l'effet multiplicateur d'une bonification des prestations d'assurance-emploi. Il dépasse, et de loin, celui d'une baisse d'impôt sur le revenu, d'une taxe sur la consommation ou même d'investissements dans les infrastructures. Il en est ainsi parce que les sommes déboursées sont dépensées immédiatement et localement pour nourrir la famille, payer les factures, vêtir les enfants. C'est toute l'économie locale, et celle d'une région entière, qui se ressentiront des effets d'un accès ou non à des prestations d'assurance-emploi pour les travailleuses et les travailleurs mis à pied.

Un changement nécessaire

Depuis 1993, le programme d'assurance-emploi a fait l'objet de nombreuses compressions qui ont eu comme conséquences de réduire de façon dramatique l'accès ainsi que le montant des prestations. De plus, le régime actuel n'a jamais été soumis à l'épreuve d'une récession majeure comme celle que nous vivons présentement.

Le Québec et le Canada font face à ce qui sera de toute évidence la récession la plus profonde depuis 1981. Déjà les pertes d'emplois se multiplient et des milliers de travailleurs et de travailleuses sont ou seront bientôt en chômage.

Seulement pour le mois de janvier 2009, le gouvernement canadien a annoncé la perte nette de 129 000 emplois à travers le pays, ce qui est du jamais vu depuis 32

ans au Canada. Toute proportion gardée, ce niveau de perte d'emplois révèle une situation pire que celle des États-Unis. D'ici la fin de l'année, la Banque Toronto-Dominion prédit un taux de chômage de 8,8 % au Canada.

Durant la même période, le Québec a perdu 25 400 emplois et le taux de chômage est passé à 7,9 % alors qu'il passait à 7,7 % pour le Canada. Ces chiffres sont inquiétants. La réalité est encore pire : des milliers de personnes qui ont pourtant travaillé n'arriveront pas à se qualifier pour des prestations d'assurance-emploi même si elles ont cotisé au programme.

<http://www.ftq.qc.ca/librairies/sfv/telecharger.php?fichier=5576>

Le VM Ville-Marie, 16 avril 2009 - Le Bloc québécois se prépare pour des élections à l'automne

Le chef du Bloc québécois fait une halte de deux semaines dans sa circonscription de Laurier-Ste-Marie. L'assemblée générale annuelle de l'association, qui avait lieu le 8 avril dernier, a été l'occasion de garder la motivation des troupes en éveil, dans l'éventualité d'une échéance électorale cet automne.

Six mois à peine après les dernières élections, le Bloc québécois tient en alerte sa machine électorale en prévision d'un possible scrutin à l'automne. "Le défi, c'est de garder les troupes mobilisées dans l'éventualité d'un scrutin. On doit rester prêts", déclare le député, rencontré à son bureau de circonscription, avenue Papineau.

Signe que le parti se prépare pour une échéance électorale, une vingtaine d'assemblées d'investiture sont prévues au sein du parti d'ici le mois de juillet. "Depuis les élections de 2006, avec un gouvernement minoritaire, le parti tient régulièrement des assemblées d'investiture afin d'être prêt en cas d'élections", précise David Lefebvre, attaché politique de M. Duceppe.

Les planètes semblent alignées pour que des élections fédérales soient au menu cet automne. Les opportunités pour faire tomber le gouvernement conservateur sont limitées. Les partis d'opposition auront quatre occasions de faire tomber le gouvernement, lors des divulgations budgétaires.

Gilles Duceppe écarte la séance du 23 juin: Pas question de déclencher des élections en plein été. Le 13 décembre n'est pas plus réaliste, juste avant les Fêtes. Reste donc le 20 septembre, une date qui pourrait être la bonne.

Le Parti conservateur détient actuellement 10 des 75 députés du Québec à la Chambre des communes. Ses troupes devront donc faire d'autres gains dans la province pour former un gouvernement majoritaire aux prochaines élections.

Le Bloc québécois continue de régner au Québec, avec 49 sièges. Le Parti libéral possède 14 sièges, le NPD un siège et il y a un député indépendant.

Dossier de l'assurance emploi

Le dossier de la crise économique et de sa gestion par le gouvernement Harper pourrait être selon M. Duceppe celui qui pourrait permettre de faire basculer les choses.

Depuis plusieurs mois, le chef du Bloc a fait du dossier de l'assurance-emploi son cheval de bataille, sur la toile de fond de la crise. "Il faut éliminer les deux semaines de carence, répète-t-il, pour aider nos gens à payer leur hypothèque, leur loyer." Avec un taux de chômage de 7 %, cette mesure coûterait 622 millions par an.

Un coup de pouce nécessaire, estime le député, dont une partie de la circonscription est durement touchée par la pauvreté.

Autre dossier dans la mire du député: la bourse du carbone. Il reproche au gouvernement conservateur de n'avoir pas de cible établie en matière de réduction des GES. Le parti de Gilles Duceppe souhaite que les efforts soient comptabilisés à partir de Kyoto, soit en 1990. Le plan Obama en la matière semblant vouloir démarrer en 2005, il craint que tous les efforts réalisés entre temps ne soient pas reconnus.

"On sait que les réductions de GES sont plus faciles à réaliser les premières années du plan. Ce sont donc les pétrolières qui risquent de faire de l'argent les premières avec ces crédits. Or, on devrait plutôt s'assurer qu'ils servent à financer les emplois de l'avenir et qu'ils permettent d'investir dans le transport en commun", estime M. Duceppe.

Le sous-financement fédéral dans le domaine de l'éducation postsecondaire interpelle par ailleurs le député, dont la circonscription abrite plusieurs établissements majeurs d'enseignement, comme le cégep du Vieux-Montréal et l'UQAM. "Pour revenir au niveau de 1995, il faudrait investir 3,2 milliards. Or, on a injecté seulement 820 millions. Pendant la même période, le budget de la défense a augmenté de 77 %", souligne-t-il.

De retour à Ottawa, M. Duceppe s'attaquera de front au projet du gouvernement Harper d'abolir l'obligation d'enregistrer les armes à feu d'épaule en déposant un projet de loi à cet effet au Sénat. Le 21 avril, il invitera ses collègues des autres partis à assister à la projection du film Polytechnique de Denis Villeneuve, qui raconte la fusillade survenue en décembre 1989. La projection aura lieu sur la colline parlementaire.

Carole Le Hirez

Le Reflet du Lac (Magog), 16 avril 2009 - Ouellet s'attaque au délai de carence : Réforme de l'assurance-emploi

Le bloquiste Christian Ouellet est optimiste de voir son projet de loi sur la réforme de l'assurance-emploi être adopté par la Chambre des communes. Cette réforme vise notamment à abolir le délai de carence de deux semaines imposé aux nouveaux chômeurs.

Le député de Brome-Missisquoi a déposé le projet de loi C-241 le 5 mars dernier, au nom du Bloc québécois. La procédure est actuellement en deuxième lecture, et pourrait être adoptée au début du mois de mai. Une pétition est également disponible à son bureau de Magog (618, rue Sherbrooke).

M. Ouellet trouve notamment inconcevable que des gens qui perdent leur boulot doivent patienter deux semaines avant de toucher un premier chèque d'assurance-emploi. "Les chômeurs n'ont pas de revenu d'appoint et s'ils doivent attendre quelques semaines avant d'obtenir une réponse, ils risquent de s'endetter encore plus, sans parler du stress supplémentaire", fait-il valoir.

"Pourquoi est-ce si long à l'assurance-emploi quand, pour d'autres ministères, on peut obtenir un visa en trois jours ou un passeport en moins de deux semaines?", questionne-t-il.

Face à la situation économique actuelle, Christian Ouellet propose de rassembler les forces vives du milieu Magog-Orford et d'établir collectivement des pistes de solution. Il invite les décideurs à une consultation, le 21 mai prochain en avant-midi, afin d'établir un plan.

Par ailleurs, le député de Brome-Missisquoi ne croit pas que le nouveau programme de subventions des festivals (100 millions \$ sur deux ans), annoncé récemment par

le gouvernement Harper, pourra aider l'organisation de la Traversée internationale du lac Memphrémagog. "J'ai l'impression que ce programme s'adresse aux très gros festivals et que ça ne règlera pas le problème de financement de la Traversée. Il y a un problème récurrent depuis que les conservateurs sont au pouvoir", a fustigé Christian Ouellet.

Patrick Trudeau